ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie,
des finances, du budget et de
la fonction publique

Papeete, le - 6 JUIL. 2023

N° 53-2023

Document mis
en distribution

Le - 6 JUIL. 2023

RAPPORT

relatif à une proposition de délibération modifiant la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française,

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Madame la représentante Elise VANAA,

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

La présente proposition de délibération a pour unique objet de conformer la grille indiciaire des agents de catégorie D, fixée à l'article 81 de la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française, au montant du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) modifié par l'arrêté n° 2856 CM du 22 décembre 2022¹.

Les derniers relèvements du SMIG ont été effectués en trois temps. La première augmentation du mois de décembre 2021² n'avait pas eu d'incidence au niveau de la grille indiciaire du personnel de l'assemblée en raison de l'indice plancher « 154 » qui était déjà au-dessus du SMIG modifié.

Par contre, la seconde augmentation appliquée du 1^{er} mai au 30 septembre 2022³ nécessitait de relever d'un point l'indice du premier échelon du grade d'agent de bureau ou aide technique, passant de « 154 » à « 155 ».

Quant à la troisième réévaluation entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2022⁴, elle nécessitait une majoration indiciaire des deux premiers échelons de ce même grade :

1^{er} grade – 1^{er} échelon : de 155 à 159 (+ 4 points) ;

1^{er} grade – 2^{ème} échelon : de 159 à 161 (+ 2 points).

Ces modifications sont effectives depuis l'entrée en vigueur de la loi du pays n° 2023-21 du 27 janvier 2023 modifiant la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française.

¹ Arrêté n° 2856 CM du 22 décembre 2022 portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) à compter du 1^{er} janvier 2023

² Par arrêté n° 2640 CM du 1^{er} décembre 2021 portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) à compter du 1^{er} décembre 2021

³ Arrêté n° 616 CM du 28 avril 2022 portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) à compter du 1^{er} mai 2022

⁴ Par arrêté n° 1931 CM du 21 septembre 2022 portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) à compter du 1^{er} octobre 2022

Toutefois, par une décision du 29 novembre 2022⁵, la juridiction administrative a annulé l'arrêté du 28 avril 2022 pris en conseil des ministres (deuxième augmentation du SMIG précitée) au motif que celui-ci, qui prévoyait une augmentation du SMIG de 2 %, méconnaissait les dispositions de l'article LP. 3322-3 du code du travail de la Polynésie française, puisqu'il n'appliquait pas au SMIG une hausse d'un niveau correspondant à celle de l'indice des prix de détail à la consommation familiale constaté lors de l'établissement du dernier SMIG.

Par respect de cette décision, le conseil des ministres a donc repris un arrêté, celui à la date du 22 décembre 2022 précité, fixant le montant du SMIG à 169 155 F CFP (salaire horaire de 1000,92 F CFP), à compter du 1^{er} janvier 2023.

En conséquence, il est proposé à l'article 1^{er} de la présente proposition de délibération de réévaluer les indices des cinq premiers échelons du premier grade des agents relevant de la catégorie D du statut du personnel de l'assemblée, afin de rééquilibrer les écarts de points entre les échelons identifiés :

1^{er} grade : Agent de bureau ou aide technique			
Échelons	Indices en vigueur	Majoration	Indices modifiés
1 ^{er} échelon	159 ⁶	+ 6 points	165
2 ^e échelon	161 ⁷	+ 6 points	167
3 ^e échelon	164	+ 6 points	170
4 ^e échelon	168	+ 6 points	174
5 ^e échelon	175	+ 4 points	179
6 ^e échelon	185	/	Pas de changement
7 ^e échelon	196	/	Pas de changement
8 ^e échelon	207	/	Pas de changement
9 ^e échelon	219	/	Pas de changement
10 ^e échelon	230	/	Pas de changement
11 ^e échelon	242	/	Pas de changement

Cette revalorisation est prise conformément au principe général du droit qui impose qu'aucun agent public ne peut percevoir une rémunération inférieure au SMIG, dont l'article 2 de la proposition de texte en consacre l'inscription à l'article 81 *in fine* du statut du personnel de l'assemblée.

La majoration indiciaire concerne, au 26 juin 2023, huit (8) agents de catégorie D de l'assemblée de la Polynésie française (essentiellement des agents non titulaires).

Sont à noter les avis favorables unanimes émis sur cette proposition de texte par les membres du bureau et du comité technique paritaire de l'assemblée, réunis respectivement les 12 et 26 juin 2023.

* * * * *

Examinée en commission le 5 juillet 2023, et suite à des échanges figurant au compte-rendu, la proposition de délibération modifiant la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter la proposition de délibération ci-jointe.

LA RAPPORTEURE

Elise VANAA

⁵ Décision n° 2200238 du 29 novembre 2022 du Tribunal administratif de Polynésie française

⁶ Loi du pays n° 2023-21 du 27 janvier 2023 modifiant la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française

⁷ Idem

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

PROPOSITION DE DÉLIBÉRATION N°

/APF

DU

modifiant la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2856 CM du 22 décembre 2022 modifié portant relèvement du salaire interprofessionnel garanti (SMIG) à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

Vu l'avis du bureau de l'assemblée de la Polynésie française réuni le 12 juin 2023 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française rendu le 26 juin 2023 ;

Vu la proposition de délibération déposée par M. Antony GEROS, président de l'assemblée de la Polynésie française, et enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le numéro 6694 du 22 juin 2023 ;

Vu la lettre n° /2023/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du

A D O P T E :

Article 1^{er}.- À compter du 1^{er} janvier 2023, le premier grade de la grille indiciaire de l'article 81 de la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française est modifié comme suit :

Les indices applicables aux premier, deuxième, troisième, quatrième et cinquième échelons du grade d'agent de bureau ou d'aide technique sont majorés tel qu'il suit :

1er grade : Agent de bureau ou aide technique			
Echelons	Indices en vigueur	Majoration	Indices modifiés
1e échelon	159	+ 6 points	165
2e échelon	161	+ 6 points	167
3e échelon	164	+ 6 points	170
4e échelon	168	+ 6 points	174
5e échelon	175	+ 4 points	179

Article 2.- Il est inséré un dernier alinéa à l'article 81 de la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française rédigé comme suit :

« Tout agent public a droit à un minimum de rémunération qui, en l'absence de dispositions plus favorables, ne saurait être inférieur au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG). »

Article 3.- Le Président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

Le Président,

Odette HOMAI

Antony GEROS